

## **ASSOCIATION OBJECTIF EMERGENCE 34**

Siège social : 205 rue de l'Acropole 34000 MONTPELLIER

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31/12/2024**



Page 1 sur 4

A l'assemblée générale de l'Association OBJECTIF EMERGENCE 34,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OBJECTIF EMERGENCE 34 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Actif circulant – Etat des créances » de l'annexe des comptes annuels concernant la présence dans les comptes d'une créance glissante de 363 K€ sur le Conseil Général.

Nous attirons également votre attention sur le point exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe et relative à la situation nette négative.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

### **Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 17 juin 2025



Nicolas BAGNOLI  
Cabinet Nicolas Bagnoli & Associés  
*Le Commissaire aux comptes*

Page 4 sur 4

## Bilan Actif

	Brut	Amort.- Dépréc.	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>Actif immobilisé</b>				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	186 719	186 719	0	0
Fonds commercial	536 932	0	536 932	536 932
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	572 349	340 983	231 366	158 622
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	19 749	0	19 749	0
Autres immobilisations financières	26 428	0	26 428	16 688
<b>Total Actif immobilisé</b>	<b>1 342 176</b>	<b>527 702</b>	<b>814 475</b>	<b>712 242</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en-cours				
Créances d'exploitation				
Créances usagers et comptes rattachés	1 837 000	0	1 837 000	1 752 119
Autres créances	1 461 761		1 461 761	923 747
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	358 974		358 974	1 016 842
Charges constatées d'avance	37 661		37 661	30 320
<b>Total Actif circulant</b>	<b>3 695 396</b>	<b>0</b>	<b>3 695 396</b>	<b>3 723 027</b>
<b>Total Bilan Actif</b>	<b>5 037 573</b>	<b>527 702</b>	<b>4 509 871</b>	<b>4 435 269</b>

## Bilan Passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droits de reprises	140 000	140 000
Réserves	716 063	766 557
Report à nouveau	-742 067	-652 919
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-593 136	-412 394
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-292 915</b>	<b>-320 385</b>
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables		8 853
<b>Total Fonds associatifs</b>	<b>-772 056</b>	<b>-470 288</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	88 327	105 597
Provisions pour charges		
<b>Total Provisions pour risques et charges</b>	<b>88 327</b>	<b>105 597</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	581 174	761 698
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 287 291	931 840
Dettes fiscales et sociales	3 083 019	2 842 171
Autres dettes	242 116	264 251
<b>Total Dettes</b>	<b>5 193 600</b>	<b>4 799 960</b>
<b>Total Bilan Passif</b>	<b>4 509 871</b>	<b>4 435 269</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
<b>Produits d'exploitation</b>		
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>13 922 070</b>	<b>12 619 059</b>
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	13 922 070	12 619 059
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>3 430 376</b>	<b>2 563 350</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	3 430 376	2 563 350
Dons	925	890
Cotisations		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	210 275	270 322
Autres produits	12 761	2 599
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>17 576 406</b>	<b>15 456 220</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises et matières premières		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 068 427	1 737 873
Impôts, taxes et versements assimilés	473 986	480 464
Salaires et traitements	12 279 107	11 046 196
Charges sociales	2 922 717	2 385 748
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations	56 746	36 102
Dotations aux provisions		39 489
Autres charges	74 927	61 037
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>17 875 909</b>	<b>15 786 909</b>
<b>1.RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>-299 503</b>	<b>-330 689</b>
<b>Produits financiers</b>		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	21 210
Intérêts et produits financiers	80	342
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges financières	20 031	10 969
<b>2.RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-19 951</b>	<b>10 583</b>
<b>3.RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)</b>	<b>-319 454</b>	<b>-320 106</b>
Produits exceptionnels	29 028	220
Charges exceptionnelles	2 490	499
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>26 538</b>	<b>-279</b>
Impôts sur les sociétés	0	0
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	0
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
<b>Total des produits</b>	<b>17 605 515</b>	<b>15 477 993</b>
<b>Total des charges</b>	<b>17 898 430</b>	<b>15 798 378</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-292 915</b>	<b>-320 385</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OBJECTIF EMERGENCE 34

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 4 509 871 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 292 915 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

---

L'association Objectif Emergence est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette Association a pour but de favoriser toute relation de proximité entre les publics en difficultés sociales ou économiques, par le biais d'actions spécifiques : mise en place de réseaux, création de services et toutes autres actions tendant à redonner une utilité sociale aux personnes en situation d'exclusion.

A ce titre, elle propose notamment des prestations de services à la personne auprès de personnes âgées et handicapées, notamment centrées sur l'entretien de la maison, la préparation des repas, l'assistance aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion des soins relevant d'actes médicaux, ainsi que toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet.

L'association dispose de tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet, notamment en personnel qualifié, en formation, et des outils de gestion adaptés à son activité.

### Règles générales

---

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.



## Immobilisations corporelles et incorporelles

---

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Fonds commercial

---

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

## Créances

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

---

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

---

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier

CABINET NICOLAS BAGNOLI & ASSOCIÉS

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

---

Situation nette négative :

La situation nette est négative en raison des pertes cumulées des exercices antérieurs.

CABINET NICOLAS BAGNOLI & ASSOCIES



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Valeurs brutes</b>				
Immobilisations incorporelles	723 651			723 651
Immobilisations corporelles	442 859	129 490		572 349
Immobilisations financières	16 688	61 725	32 236	46 176
<b>Total</b>	<b>1 183 198</b>	<b>191 215</b>	<b>32 236</b>	<b>1 342 176</b>
<b>Amortissements &amp; provisions :</b>				
Immobilisations incorporelles	186 719			186 719
Immobilisations corporelles	284 237	108 130	51 384	340 983
Immobilisations financières	0		0	0
	<b>470 956</b>	<b>108 130</b>	<b>51 384</b>	<b>527 702</b>
	<b>712 242</b>	<b>83 085</b>	<b>19 148</b>	<b>814 475</b>

## Immobilisations incorporelles

## Fonds commercial

Éléments achetés	536 932
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
	<b>536 932</b>

Acquisition du Fonds de 60 K€ SARLU ESKL le 09/02/2021.

## Notes sur le bilan

**Actif circulant***Etat des créances*

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 362 850 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	26 428		26 428
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 837 000	1 837 000	
Autres	1 461 761	1 461 761	
Charges constatées d'avance	37 661	37 661	
<b>Total</b>	<b>3 362 850</b>	<b>3 336 422</b>	<b>26 428</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances clients, d'un montant de 1 837 K€, comprennent une créance glissante de 363 K€ sur le Conseil Général pour l'APA ; cette créance a été générée avant 2014, lors de la modification de la méthode de financement.

**Produits à recevoir**

	Montant
Organismes sociaux-produits à recevoir	19 132
Autres organismes-	
Dotation Avenant 43- CPOM Qualité	912 071
Dotation ESMS Numérique	185 925
Ag2r Prévoyance	99 253
<b>Total</b>	<b>1 216 381</b>

## Notes sur le bilan

## Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	140 000				140 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	766 557			50 494	716 063
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	-652 919		47 747	136 895	-742 067
RAN des activités sociales	-412 394			180 742	-593 136
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-320 385	320 385		292 915	-292 915
Exc.ou Déficit des activités sociales					
<b>Situation nette</b>	-479 141	320 385	47 747	661 046	-772 055
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 853			8 853	
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>-470 288</b>	<b>320 385</b>	<b>47 747</b>	<b>669 899</b>	<b>-772 055</b>

le résultat sous contrôle de tiers financeurs s'élève pour l'exercice 2023 à la somme de 45 533 € ; notre structure a proposé d'affecter ce déficit en réserves de compensation. L'affectation de ce résultat sera étudiée lors de la fixation du tarif horaire de l'année 2024



## Notes sur le bilan

## Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	105 597		17 270		88 327
<b>Total</b>	<b>105 597</b>		<b>17 270</b>		<b>88 327</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation Financières			17 270		
Exceptionnelles					

Les provisions pour risque d'un montant de 88 327 € correspondent à des litiges salariés

## Notes sur le bilan

**Dettes***Etat des dettes*

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 799 960 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	581 174	187 191	393 983	0
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 287 291	1 287 291		
Dettes fiscales et sociales	3 083 019	3 083 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	242 116	242 116		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>5 193 600</b>	<b>4 799 617</b>	<b>393 983</b>	<b>0</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice (*)	0			
Emprunts remboursés sur l'exercice (**) Dont envers les associés	180 524			

**Charges à payer**

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	900 657
Dettes provisio. pour congés payés	950 609
Charges sociales sur congés payés	213 676
<b>Total</b>	<b>2 064 942</b>

Notes sur le bilan

Compte de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	37 661		
<b>Total</b>	<b>37 661</b>		



## Notes sur le compte de résultat

**Charges et produits d'exploitation et financiers****Subventions d'exploitation**

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	C A F	Autres	Total
Concours publics			3 430 376			3 430 376
Subventions d'exploitation						
Subventions d'équilibre			29 028			29 028
Subventions d'investissement						
						3 459 404

Les concours publics correspondent aux dotations relatives à l'Avenant n° 43-2020 du 26 février 2020 relatif à la classification des emplois et au système de rémunération et à la dotation complémentaire Qualité visant à renforcer la qualité de service aux usagers et la capacité des services à réaliser leurs missions.

La subvention d'investissement correspond à une subvention attribuée dans le cadre du programme ESMS Numérique et de l'instruction technique pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) numérique 2022.

**Transferts de charges d'exploitation et financières**

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79110000 - Transfert de charges-remboursement formation	154 314	
79120000 - Transfert de charges-aides salariales	35 414	
79130000 - Transfert de charges d'exploitation	3 276	
<b>Total</b>	<b>193 004</b>	

## Autres informations

**Evènements postérieurs à la clôture**

---

Aucun

**Engagements de retraite**

---

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

A défaut d'une évaluation actuarielle et compte tenu de l'âge des salariés et du fort turn-over, les sorties de trésorerie prévues pour les cinq prochaines années sont jugées non significatives.